



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/728/Add.10
15 décembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
Point 88 de l'ordre du jour

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

Rapport de la Deuxième Commission (Partie XI)*

Rapporteur : M. Ahmed Yousif MOHAMED (Soudan)

I. INTRODUCTION

1. La Deuxième Commission a tenu un débat de fond sur le point 88 de l'ordre du jour (voir A/49/728, par. 2). À ses 30e, 32e et 35e séances, le 29 novembre et les 7 et 13 décembre 1994, elle a examiné les décisions à prendre sur ce point. On trouvera un résumé des débats que la Commission a consacrés à ce point dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.2/49/SR.30, 32 et 35).

II. EXAMEN DE PROJETS DE PROPOSITION

A. Projet de résolution A/C.2/49/L.45

2. À la 30e séance, le 29 novembre, les représentants de l'Algérie, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77, ainsi que de la Chine et de l'Indonésie, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés, ont présenté un projet de résolution intitulé "Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat" (A/C.2/49/L.45).

3. À la 32e séance, le 7 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. Raiko S. Raichev (Bulgarie), a informé la Commission des résultats des consultations officieuses tenues au sujet du projet de résolution, qu'il a révisé comme suit :

* Le rapport de la Commission sur ce point de l'ordre du jour sera publié en plusieurs parties, sous la cote A/49/728 et additifs.

a) Les paragraphes 4 et 5 du dispositif ont été regroupés et les paragraphes suivants renumérotés en conséquence;

b) Au paragraphe 4 révisé du dispositif, les mots "pour examen" ont été insérés après les mots "de proposer". Le membre de phrase "et qui sont mûrs pour être examinés ou faire l'objet de négociations dans l'esprit de la relance du dialogue et du partenariat" a été supprimé;

c) Dans l'ancien paragraphe 6 du dispositif, les mots "groupe de travail sur l'agenda pour le développement à examiner la proposition du" ont été insérés avant les mots "Secrétaire général", et les mots "à affiner sa proposition" ont été supprimés.

4. À la même séance, la Commission a adopté, sans procéder à un vote, le projet de résolution A/C.2/49/L.45, tel qu'il avait été révisé oralement (voir par. 13, projet de résolution I).

B. Projets de résolution A/C.2/49/L.49 et L.75

5. À la 30e séance, le 29 novembre, les représentants de l'Algérie, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77, ainsi que de la Chine, et de l'Indonésie, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés, ont présenté un projet de résolution intitulé "Conférence des Nations Unies sur la coopération sud-sud" (A/C.2/49/L.49), dont le texte était conçu comme suit :

"Conférence des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud

L'Assemblée générale,

Réaffirmant la validité des objectifs et des engagements concernant la coopération économique internationale et le développement adoptés par l'Assemblée générale et d'autres organes des Nations Unies, spécialement du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement¹, de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement², de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement³, de la Déclaration sur le droit

¹ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, Buenos Aires, 30 août-12 septembre 1978 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.II.A.11 et rectificatif), chap. I.

² Résolution S-18/3, annexe.

³ Résolution 45/199, annexe.

au développement⁴, du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90⁵, du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés⁶, de l'Engagement de Carthagène⁷, de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement⁸ et d'Action 21⁹ qui constituent un cadre d'ensemble pour le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement,

Prenant note de la Déclaration ministérielle du Groupe des 77¹⁰, adoptée lors de la dix-huitième Réunion annuelle des ministres des affaires étrangères des États membres du Groupe des 77, tenue à New York le 30 septembre 1994, dans laquelle les ministres ont invité l'Organisation des Nations Unies à envisager de convoquer en 1996 une conférence internationale sur la coopération Sud-Sud,

Réaffirmant sa résolution 33/134 du 19 décembre 1978, dans laquelle elle a fait sien le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement¹ ainsi que sa résolution 48/172 du 21 décembre 1993, relative à la coopération économique et technique entre pays en développement,

Rappelant ses résolutions 47/181 du 22 décembre 1992 et 48/166 du 21 décembre 1993, relatives à un agenda pour le développement, ainsi que sa résolution 48/165 du 21 décembre 1993, relative à la relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat,

Rappelant aussi sa résolution 46/205 du 20 décembre 1991, relative à la convocation d'une conférence internationale sur le financement du développement, ainsi que sa résolution 47/152 du

⁴ Résolution 41/128, annexe.

⁵ Résolution 46/151, annexe, sect. II.

⁶ Rapport de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Paris, 3-14 septembre 1990 (A/CONF.147/18), première partie.

⁷ Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, huitième session, rapport et annexes (TD/364/Rev.1) (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.II.D.5), première partie, sect. A.

⁸ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I : Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe I.

⁹ Ibid., annexe II.

¹⁰ A/49/462 et Corr.1, annexe.

18 décembre 1992 relative à la coopération internationale pour la croissance économique et le développement,

Rappelant également ses résolutions 46/155 du 19 décembre 1991, relatives au rapport intitulé Défis au Sud : Rapport de la Commission Sud¹¹, et 48/164 du 21 décembre 1993, relative à la suite donnée audit rapport,

Réaffirmant l'importance du renforcement de la coopération internationale, spécialement entre pays développés et pays en développement, dans les domaines de la croissance économique, de la lutte contre la pauvreté et de la réduction de la dette,

Consciente qu'un appui international accru aux activités de coopération économique entre pays en développement et de coopération technique entre pays en développement contribuera beaucoup au renforcement de la coopération internationale pour un partenariat mondial entre pays développés et pays en développement,

Se félicitant de l'approbation recueillie par l'idée de convoquer une conférence des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud,

Considérant le rôle accru assumé par le système des Nations Unies en appui aux activités de coopération économique entre pays en développement et de coopération technique entre pays en développement et soulignant qu'il importe de continuer de renforcer la capacité des Nations Unies à favoriser la coopération internationale afin de s'attaquer comme il se doit au large éventail des problèmes relatifs au développement et à la croissance des pays en développement,

Notant que le Secrétaire général prépare actuellement, en application de la résolution 48/164 de l'Assemblée générale, un rapport sur l'état de la coopération Sud-Sud,

1. Prie le Secrétaire général, en application des dispositions de la résolution 48/166 de l'Assemblée générale, de présenter à l'Assemblée, à sa cinquantième session, un examen et une analyse approfondis de la coopération Sud-Sud à l'échelon mondial, qui seraient intitulés 'État de la coopération Sud-Sud' et contiendraient des recommandations sur les mesures propres à renforcer cette coopération, dans la perspective de la convocation, en 1996, d'une conférence internationale sur la coopération Sud-Sud;

2. Décide de créer, en consultation avec les États Membres, un groupe de travail spécial intergouvernemental d'experts chargé de recommander, en vue de développer la coopération Sud-Sud à l'échelon mondial, des modalités pratiques et des questions de fond à examiner à

¹¹ ECONOMICA, Paris, 1990. On trouvera dans l'annexe au document A/45/810 et Corr.1 une présentation générale et un résumé du rapport de la Commission Sud.

la conférence et à prendre en compte par le Secrétaire général lors de l'élaboration du rapport susmentionné;

3. Prie le Secrétaire général de convoquer pendant le premier trimestre de 1995, en consultation avec les États Membres, une réunion dudit groupe de travail;

4. Prie aussi le Secrétaire général de rendre compte à l'Assemblée générale, à sa cinquantième session, sur l'application de la présente résolution."

6. À la 35e séance, le 13 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. Raiko S. Raichev (Bulgarie) a présenté le projet de résolution A/C.2/49/L.75, issu des consultations officieuses tenues sur le projet de résolution A/C.2/49/L.49, et l'a révisé oralement comme suit :

a) Dans la troisième ligne du premier alinéa du préambule, les mots "et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement" ont été insérés avant les mots "qui constituent";

b) Dans la dernière ligne du dixième alinéa du préambule, les mots "tous les pays, en particulier entre" ont été insérés avant les mots "pays en développement et pays développés".

7. Le Secrétaire de la Commission a fait part aux membres de la Commission des incidences du projet de résolution A/C.2/49/L.75 sur les services de conférence (voir A/C.2/49/SR.35).

8. À la même séance, le représentant de l'Algérie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77, ainsi que de la Chine) a fait une déclaration (voir A/C.2/49/SR.35).

9. À la même séance, la Commission a adopté, sans procéder à un vote, le projet de résolution A/C.2/49/L.75, tel qu'il avait été révisé oralement (voir par. 13, projet de résolution II).

10. Après l'adoption du projet de résolution, des déclarations ont été faites par les représentants de l'Algérie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77, ainsi que de la Chine), de l'Ukraine, de la Malaisie et du Bélarus.

11. Compte tenu de l'adoption du projet de résolution A/C.2/49/L.75, le projet de résolution A/C.2/49/L.49 a été retiré par ses auteurs.

C. Projet de décision

12. À sa 35e séance, le 13 décembre, sur la proposition du Président, la Commission a décidé, sans procéder à un vote, de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte des rapports présentés au titre du point de l'ordre du jour et au sujet desquels aucun projet de proposition n'avait été présenté (voir par. 14).

/...

III. RECOMMANDATIONS DE LA DEUXIÈME COMMISSION

13. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

PROJET DE RÉOLUTION I

Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 48/165 du 21 décembre 1993, intitulée "Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat",

Prenant acte avec intérêt des rapports du Secrétaire général sur un agenda pour le développement, qu'elle avait demandés dans ses résolutions 47/181 du 22 décembre 1992 et 48/166 du 21 décembre 1993¹²,

Prenant note avec intérêt également du rôle qui incombe au Secrétaire général d'engager tous les pays à ouvrir un dialogue constructif pour promouvoir le développement et d'appuyer les efforts qu'ils font dans ce sens,

Soulignant qu'un dialogue fructueux est indispensable pour instaurer un climat politique et économique propre à favoriser la coopération internationale pour le développement,

1. Sait gré au Secrétaire général de sa note sur la relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat¹³;

2. Réaffirme la nécessité de renforcer le dialogue constructif et le partenariat qui se sont instaurés afin d'encourager davantage la coopération économique internationale pour le développement;

3. Réaffirme également que ce dialogue devrait être inspiré par les impératifs que dictent les intérêts et avantages mutuels, l'interdépendance authentique, les responsabilités communes et le partenariat visant à réaliser une croissance économique soutenue et un développement durable ainsi qu'à améliorer le climat économique international de façon à favoriser ce développement, et que le système des Nations Unies devrait jouer un rôle central en facilitant ce dialogue;

4. Réaffirme en outre que l'Organisation des Nations Unies doit jouer un rôle central en stimulant la coopération internationale pour le développement et en sensibilisant la communauté internationale aux problèmes de développement, et prie le Secrétaire général, en se fondant sur les déclarations faites par les

¹² A/48/689; A/48/935; A/49/665.

¹³ A/49/542.

États Membres sur différentes questions économiques et sociales lors des débats que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont consacrés auxdites questions, de proposer, pour examen, une série de questions ou de thèmes d'intérêt commun, dont tous les pays pourraient tirer profit et qui en outre ont un rapport avec l'élaboration d'un agenda pour le développement;

5. Invite le groupe de travail sur l'agenda pour le développement à examiner la proposition du Secrétaire général tendant à profiter de la présence de représentants de haut niveau au début des sessions de l'Assemblée générale pour tenir un dialogue et à convoquer des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale axées sur les grands thèmes liés aux questions économiques et sociales dont doit et devra s'occuper la communauté internationale, notamment ceux qui sont définis dans l'agenda pour le développement;

6. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquantième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

7. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquantième session une question intitulée "Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat".

PROJET DE RÉSOLUTION II

Conférence des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud

L'Assemblée générale,

Réaffirmant la validité des objectifs et des engagements concernant la coopération économique internationale et le développement adoptés par l'Assemblée générale et d'autres organes des Nations Unies, spécialement du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement¹⁴, de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement¹⁵, de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement¹⁶, du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90¹⁷, du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés¹⁸, de l'Engagement de

¹⁴ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, Buenos Aires, 30 août-12 septembre 1978 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.II.A.11 et rectificatif), chap. I.

¹⁵ Résolution S-18/3, annexe.

¹⁶ Résolution 45/199, annexe.

¹⁷ Résolution 46/151, annexe, sect. II.

¹⁸ Rapport de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Paris, 3-14 septembre 1990 (A/CONF.147/18), première partie.

Cartagène¹⁹, de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement²⁰ et d'Action 21²¹ et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement²², qui constituent un cadre d'ensemble pour le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement,

Prenant note de la Déclaration ministérielle du Groupe des 77²³, adoptée lors de la dix-huitième Réunion annuelle des ministres des affaires étrangères des États membres du Groupe des 77, tenue à New York le 30 septembre 1994, dans laquelle les ministres ont invité l'Organisation des Nations Unies à envisager de convoquer en 1996 une conférence internationale sur la coopération Sud-Sud,

Réaffirmant sa résolution 33/134 du 19 décembre 1978, dans laquelle elle a fait sien le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement²⁴, ainsi que sa résolution 48/172 du 21 décembre 1993, relative à la coopération économique et technique entre pays en développement,

Rappelant ses résolutions 47/181 du 22 décembre 1992 et 48/166 du 21 décembre 1993, relatives à un agenda pour le développement, ainsi que sa résolution 48/165 du 21 décembre 1993, relative à la relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat,

Rappelant aussi sa résolution 46/205 du 20 décembre 1991, relative à la convocation d'une conférence internationale sur le financement du développement, ainsi que sa résolution 47/152 du 18 décembre 1992, relative à la coopération internationale pour la croissance économique et le développement,

Rappelant en outre sa résolution 46/155 du 19 décembre 1991, relative au rapport intitulé Défis au Sud : Rapport de la Commission Sud²⁴, et sa résolution 48/164 du 21 décembre 1993, sur la suite donnée audit rapport,

Prenant acte de la Déclaration de Tokyo adoptée à la Conférence internationale sur le développement de l'Afrique, tenue à Tokyo en 1993, qui

¹⁹ Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, huitième session, rapport et annexes (TD/364/Rev.1) (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.II.D.5), première partie, sect. A.

²⁰ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I : Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe I.

²¹ Ibid., annexe II.

²² A/CONF.171/13 et Add.1, chap. I, résolution 1, annexe.

²³ A/49/462 et Corr.1, annexe.

²⁴ ECONOMICA, Paris, 1990. On trouvera dans l'annexe au document A/45/810 et Corr.1 une présentation générale et un résumé du rapport de la Commission Sud.

souligne la nécessité de renforcer les relations de coopération entre les pays en développement afin qu'ils puissent procéder à un échange de données d'expérience et de connaissances techniques, et se félicitant de la convocation d'un forum Asie-Afrique en Indonésie, du 12 au 16 décembre 1994,

Réaffirmant l'importance du renforcement de la coopération internationale, notamment entre pays développés et pays en développement, ainsi que des autres orientations internationales de cette coopération,

Consciente de la nécessité de renforcer la collaboration entre les pays en développement eux-mêmes, qu'il s'agisse de la coopération économique et technique ou de la coopération Sud-Sud,

Consciente qu'un appui international accru à la coopération économique et technique entre pays en développement contribuera sensiblement au renforcement de la coopération internationale pour un partenariat mondial entre tous les pays, en particulier entre pays en développement et pays développés,

Se félicitant du rôle accru assumé par le système des Nations Unies pour épauler la coopération économique et technique entre pays en développement, et soulignant qu'il importe de continuer à renforcer les moyens dont les Nations Unies disposent pour favoriser la coopération internationale afin de s'attaquer comme il se doit au large éventail des problèmes relatifs au développement et à la croissance des pays en développement,

Notant que le Secrétaire général prépare actuellement, en application de sa résolution 48/164, un rapport sur l'état de la coopération Sud-Sud,

1. Prie le Secrétaire général, en application des dispositions de sa résolution 48/164, de lui présenter, à sa cinquantième session, une étude et une analyse de la coopération Sud-Sud à l'échelon mondial, dans le cadre d'un rapport détaillé intitulé "État de la coopération Sud-Sud", qui contiendrait aussi des recommandations propres à renforcer cette coopération, compte tenu de la proposition de convocation d'une conférence des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud;

2. Demande au Comité de haut niveau sur la coopération technique entre pays en développement d'inscrire à l'ordre du jour de sa neuvième session, qui se tiendra du 30 mai au 3 juin 1995, une question intitulée "Nouvelles orientations de la coopération technique entre pays en développement";

3. Décide de convoquer, à New York, en 1995, en consultation avec les États Membres, une réunion intergouvernementale d'experts, dans les limites des ressources disponibles ou en utilisant des fonds extrabudgétaires, afin de recommander, compte tenu des résultats des réunions du Comité permanent de la CNUCED sur la coopération économique entre pays en développement et du Comité de haut niveau sur la coopération technique entre pays en développement, et en vue de développer la coopération Sud-Sud à l'échelle mondiale, des modalités pratiques et des questions de fond que le Secrétaire général devrait prendre en compte lors de l'élaboration du rapport susmentionné.

* * *

14. La Deuxième Commission recommande également à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision ci-après :

Rapport du Secrétaire général sur l'Étude mondiale de 1994
sur le rôle des femmes dans le développement et note du
Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun
d'inspection intitulé "Étude des besoins de développement
propres aux petits États Membres et de la façon dont le
système des Nations Unies pour le développement répond à
ces besoins"

L'Assemblée générale décide de prendre acte des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur l'Étude mondiale de 1994 sur le rôle des femmes dans le développement²⁵;

b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Étude des besoins de développement propres aux petits États Membres et de la façon dont le système des Nations Unies pour le développement répond à ces besoins"²⁶.

²⁵ A/49/378.

²⁶ A/49/424 et Add.1.